

## DELEGATION DE POUVOIRS

De : **Monsieur Marc BLANCHET**,  
Agissant en qualité de Directeur Entreprises France,<sup>2</sup>

Agissant au titre de la délégation de pouvoirs prenant effet au 1er octobre 2011 de Delphine Ernotte-Cunci, Directrice Exécutive Orange France, agissant elle-même au titre de la délégation de pouvoirs du 1er mars 2011 de Stéphane Richard, Président-directeur général de France Télécom,

Ci-après dénommé « le Délégant »

A : **Monsieur Jérôme SANTROT**,  
Agissant en qualité de Directeur de l'Agence Entreprises Ouest Atlantique,

Ci-après dénommé « le Déléataire »

Compte-tenu de la taille de la Direction Orange France, de ses multiples implantations géographiques, ainsi que de la diversité des activités qui y sont développées, le Délégant entend déléguer ses pouvoirs au Déléataire dans les conditions fixées ci-après.

### I. DOMAINE DES POUVOIRS DELEGUES ET MOYENS DELEGUES

La présente énumération n'est aucunement limitative des obligations du Déléataire et cette dernière devra plus généralement prendre les mesures nécessaires pour assurer et veiller au respect des dispositions légales, réglementaires et administratives ou usages et procédures internes applicables aux activités placées sous sa responsabilité.

Le Déléataire déclare connaître les textes en vigueur dans les domaines qui lui sont délégués, ainsi que les sanctions pénales applicables en cas de leur non respect.

Afin de lui permettre d'exercer ses fonctions, le Déléataire dispose des moyens, de l'autorité et des compétences nécessaires, notamment techniques et juridiques, pour assurer pleinement ses responsabilités.

Le Déléataire peut, notamment, représenter France Télécom et signer tous documents au nom de France Télécom dans les limites des pouvoirs qui lui sont conférés.

Plus généralement, le Déléataire dispose de l'indépendance et de l'autonomie nécessaires pour organiser l'ensemble des moyens de sa Direction dans le cadre des objectifs généraux de l'entreprise et des objectifs budgétaires annuels et doit prendre toutes les mesures pour veiller

à l'accomplissement de ses missions et s'assurer que ces mesures soient effectivement respectées.

Si, dans l'exercice de ses missions, le Déléataire a la connaissance d'un fait susceptible d'entraîner un risque eu égard à la réglementation applicable, il devra prendre tous les moyens appropriés pour prévenir ou circonscrire ce risque.

En conséquence, et compte tenu du niveau de responsabilité et de qualification du Déléataire, le Délégrant lui délègue ses pouvoirs de contrôle, de direction et de discipline, en vue d'assurer l'entier accomplissement des obligations susvisées.

Le cas échéant et si le Déléataire le juge nécessaire, il pourra bénéficier à tout moment de l'aide des experts internes de France Télécom, ainsi que des conseils externes de ces derniers.

Il est également convenu que le Déléataire veillera à suivre toute formation qu'il jugera utile afin de lui permettre d'approfondir ses connaissances dans les domaines ci-dessous délégués.

Il est rappelé à au Déléataire que cette délégation de pouvoirs emporte transfert de responsabilités et qu'en conséquence, sa responsabilité personnelle et notamment pénale se trouvera engagée, sous réserve des dispositions du point II ci-dessous intitulé « Recours aux subdélégations » et ce, en cas d'infraction aux prescriptions dont il doit assurer le respect, que ces infractions soient commises par lui-même ou par un membre du personnel placé sous sa responsabilité.

Le Délégrant se réserve la faculté de suspendre ou de retirer à tout moment les pouvoirs délégués par la présente.

En conséquence de quoi le Délégrant donne pouvoir :

#### 1. - DANS LE DOMAINE ACHATS DE BIENS (hors immobilier) ET DE PRESTATIONS DE SERVICES

Dans ses domaines de compétence, le Déléataire doit veiller au respect de la politique d'achat de France Télécom (notamment au respect des procédures d'achat) et de toutes les dispositions légales et réglementaires et des règles administratives ou des usages applicables tant en France qu'à l'étranger (notamment au regard du droit de la concurrence, du droit social et dans le domaine environnemental). Il bénéficie de l'assistance technique de la Direction des Achats du Groupe.

Le Déléataire reçoit délégation, dans ses domaines de compétence, pour :

- Signer au nom de France Télécom (hors prestations de Conseil) tous contrats, commandes ou conventions :

#### DANS LES DOMAINES COUVERTS PAR DES CONTRATS CADRES<sup>1</sup> :

- Pour les prestations de Conseil<sup>2</sup> (ne concerne pas les conventions avec les cabinets de Conseil juridique lesquelles relèvent de la compétence du Secrétaire Général) dans la limite de 5 000 euros par contrat avec obligation pour le Déléataire de rendre compte sur la mission concernée.
- pour les autres catégories d'achat, dans la limite de 300 000 euros par commande.

#### DANS LES DOMAINES NON COUVERTS PAR DES CONTRATS CADRES<sup>3</sup> :

- Dans son domaine de compétence, dans la limite de 15 000 euros par contrat .

<sup>1</sup> Un contrat-cadre est un contrat passé auprès de fournisseurs référencés sans engagement sur un volume de commandes physiques et/ou financier. Le contrat-cadre prévoit les conditions générales communes de contractualisation et fixe généralement les prix unitaires pour l'acquisition de biens mobiliers et services.

<sup>2</sup> Les prestations de conseil sont définies comme étant les prestations de conseil en stratégie, en organisation et méthodes, en marketing, en finances, en ressources humaines et en système d'information ainsi que les études de marché.

<sup>3</sup> Les contrats non couverts par des contrats-cadres sont des contrats relatifs à un projet spécifique (R et D, etc...), ou des contrats pour un besoin non récurrent. Pour de faibles montants, ils peuvent prendre la forme de contrats simplifiés ou de bons de commande.

#### **AU TITRE DES CONVENTIONS :**

- conventions d'achat ou de location aux opérateurs tiers (trafic, capacités de transmission, terminaisons d'appel, roaming, droits irrévocables d'usage ou droits de passage,...) dans la limite de 5 000 euros ;
- conventions d'achat avec les collectivités locales ou organismes public, dans la limite de 15 000 euros ;
- conventions avec les filiales, dans la limite de 15 000 euros ;
- réceptionner les commandes, donner le bon à payer, certifier les factures correspondantes, sans limite.

## **2. - DANS LES DOMAINES DE FOURNITURE DE PRESTATIONS DE SERVICES, VENTES DE BIENS MOBILIERS ET COMMUNICATION COMMERCIALE**

Dans ses domaines de compétence, et le cas échéant dans le périmètre géographique qui lui est confié, le Déléataire devra prendre l'ensemble des mesures appropriées, afin d'assurer le respect des dispositions légales et réglementaires, des règles administratives ou des usages applicables ainsi que des règles de gouvernance du Groupe.

Dans ce cadre, le cas échéant, il a en charge la Direction de l'Agence Entreprises Ouest Atlantique.

Dans ses domaines de compétence et dans le périmètre géographique qui lui est confié, le Déléataire devra prendre l'ensemble des mesures appropriées, afin d'assurer le respect des dispositions légales et réglementaires, des règles administratives ou des usages applicables, de la politique nationale tarifaire de France Télécom, ainsi que de toutes les réglementations applicables dans ce domaine, notamment au regard de la concurrence.

Le Déléataire a pouvoir pour :

### **LES CONTRATS COMMERCIAUX ET MARCHES PUBLICS**

- Signer tout contrat commercial et dans le cadre des procédures soumises au code des marchés publics ou à des dispositions législatives ou réglementaires imposant une procédure de consultation, signer l'ensemble des documents d'appel d'offres, la soumission des offres et, de manière générale, tous documents échangés au cours de la procédure de sélection et la signature de l'ensemble des pièces du contrat ou du marché attribué au Titulaire, ainsi que leurs avenants, dans ses domaines de compétence dans la limite de 5 Millions d'euros uniquement dans le cas de vente à un client final et en conformité avec les termes et conditions validés par l'Unité d'Affaires concernée.

### **ALIENATION A TITRE ONEREUX (vente, échange) OU GRACIEUX**

- Signer tout contrat, acte d'aliénation ou désinvestissement à titre onéreux (vente, échange) ou gracieux comptable dans ses domaines de compétence, sans limite.

### **FACTURATION ET RECOUVREMENT DES CREANCES COMMERCIALES ET AUTRES CREANCES**

- Facturation et recouvrement des créances commerciales et autres créances, sans limite ;
- Effectuer les opérations financières liées à la gestion d'une caisse (hors décaissement), sans limite.

### **REDUCTION DE PRODUITS, MODIFICATION OU ABANDON DE CREANCES (y compris à l'étranger)**

En conformité avec le processus de validation des marges de manœuvre dans Négocier en Comité Offre Sur Mesure, et de validation des avoirs dans GIFT :

- Signer toute demande d'émission d'avoir « concessions commerciales » (gestes commerciaux) dans la limite de 50 000 euros ;
- Signer toute demande d'émission d'avoir « hors concessions commerciales » (pénalités, remboursement de solde créditeur, régularisation facture, remise contractuelle, abandon de créances y compris dégrèvement) dans la limite de 300 000 euros.

### 3. - DANS LE DOMAINE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Le Délégué doit prendre l'ensemble des mesures appropriées afin d'assurer le respect de la politique applicable à France Télécom, ainsi que le respect des dispositions légales et réglementaires et des règles administratives ou des usages applicables en France en matière sociale, en particulier dans les domaines de l'embauche et du recrutement, du recours au travail temporaire, du droit disciplinaire, de la formation professionnelle, de la durée du travail et des relations avec l'Administration du Travail.

Il a la responsabilité de la gestion des salariés de droit privé relevant de son autorité ou appartenant à des entités qui lui sont rattachées dans le cadre législatif et réglementaire applicable (embauche, rémunération, licenciement, gestion des prestations de services et de sous-traitance dans leur domaine de compétence, ...) et dans les conditions ci-après annexées.

Le Délégué a, dans ses délégations et les moyens mis à sa disposition, pour rôle de coordonner avec les autres Délégués les mesures et modalités de mobilité, mutation, déploiement, reclassement entre les différentes directions et établissements de France Télécom, dans le respect des principes rappelés ci-dessus.

Outre les délégations précitées en matière de Gestion des Ressources Humaines, le Délégué est investie de la responsabilité de la mise en place, du fonctionnement régulier et de la gestion des institutions représentatives des personnels de France Télécom rattachés à son périmètre et ce, dans le respect des prescriptions légales et réglementaires et de celles de la convention collective applicable et des accords collectifs d'entreprise. Il est habilité à négocier les accords d'établissement et à rédiger les règlements intérieurs.

### 4. - DANS LES DOMAINES HYGIENE ET SECURITE

Le Délégué dispose de l'autorité, de la compétence et des moyens nécessaires afin d'assurer le respect des dispositions légales et réglementaires, des règles administratives, des règles internes de l'entreprise ou des usages applicables tant en France qu'à l'étranger en matière des procédures Hygiène et Sécurité par les salariés de ses divisions/directions et des autres directions et intervenants extérieurs amenés à intervenir dans les locaux des entités qui lui sont rattachées et sur les chantiers placés sous sa responsabilité.

Le Délégué prend la responsabilité de la définition des règles et des procédures en matière d'hygiène et de sécurité du personnel et des tiers au sein des locaux et chantiers des entités qui lui sont rattachés ainsi que de leur mise en œuvre, et ce dans le respect de toutes les prescriptions légales, réglementaires ou conventionnelles et dans le respect des dispositions propres à l'entreprise en matière d'hygiène et de sécurité. Il doit définir les plans de prévention applicables au personnel extérieur.

Dans ce cadre et dans le respect des règles et lois applicables en la matière, les Délégués doivent définir pour son périmètre, les normes de prévention par métier.

En cas de refus d'obéissance par un salarié ou un intervenant extérieur, le Délégué doit en informer sans délai le supérieur hiérarchique du salarié récalcitrant, soit au sein de la division/direction concernée, soit au sein de l'entreprise prestataire s'il s'agit d'un intervenant extérieur, afin que celui-ci prenne les mesures qui s'imposent.

Si dans l'exercice de ses missions, le Délégué a la connaissance d'un fait susceptible d'entraîner un risque quelconque pour la sécurité des personnes ou des biens, il doit prendre tous les moyens appropriés pour prévenir ou circonscrire ce risque et ont tous pouvoirs pour faire procéder aux travaux urgents (c'est-à-dire de nature à empêcher la survenance ou à réduire l'importance du risque) de sa propre initiative.

### 5. - DANS LE DOMAINE IMMOBILIER

Le Déléataire a en charge la réalisation des travaux de petit entretien des locaux occupés par les personnels de son périmètre.

A ce titre, il doit faire respecter les lois et réglementation en matière environnementale et d'urbanisme, ainsi que les lois et réglementation en matière d'Hygiène et Sécurité pour le personnel et le public.

Le Déléataire peut prendre à bail pour les petites surfaces techniques et les implantations d'antennes et prendre à bail à l'étranger dans la limite de 15 000 € par mois et par opération.

## 6. - DANS LES DOMAINES JURIDIQUE, CONTENTIEUX ET ASSURANCES

Le Déléataire peut, dans ses domaines de compétence, ester et représenter en justice France Télécom, en matière de contentieux de recouvrement, de procédure collective, de dommages aux personnes et aux biens placés sous leur responsabilité et de dommages aux réseaux<sup>4</sup>, devant toute juridiction de première instance.

En cas d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire d'un débiteur, dans ses domaines de compétence, il peut prendre part à toutes les assemblées ou délibérations des créanciers, et doit déclarer, produire et affirmer toute créance, faire toutes remises de dettes et abandons de créances.

Il lui est également donné pouvoir de signer tout accord de confidentialité n'entraînant pas d'engagement financier pour France Télécom.

## 7. - DANS LE DOMAINE SYSTEMES D'INFORMATION

Le Déléataire doit prendre toutes mesures appropriées afin d'assurer le respect des dispositions légales et réglementaires et des règles administratives ou des usages applicables tant en France qu'à l'étranger en matière de réglementation relative à la collecte et au traitement des informations nominatives, notamment l'interdiction de collecter, sans l'accord exprès des personnes, des informations dites sensibles, et d'information des clients sur la gestion des informations données notamment sur le droit d'accès de rectification et d'opposition des informations les concernant.

Il doit prendre toutes précautions utiles pour préserver la sécurité et la confidentialité des informations et notamment éviter que celles-ci ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non-autorisés.

D'une manière générale, il doit assurer le respect de la vie privée des clients et prendre toute précaution utile pour que le traitement de données nominatives concernant les clients n'ait pas pour effet de porter atteinte à leur vie privée.

Le Déléataire doit saisir la Direction Juridique de France Télécom pour l'ensemble des formalités relatives aux déclarations CNIL.

Il doit veiller au respect, durant toute la durée de vie des bases de données, de la finalité, du traitement indiqué dans les déclarations faites à la CNIL, et de façon générale garantir la confidentialité des informations relatives aux personnes physiques ou morales, notamment au regard de la loi Informatique et Libertés.

## 8. - DANS LE DOMAINE ENVIRONNEMENTAL

Dans ses domaines de compétence, le Déléataire doit prendre les mesures appropriées afin d'assurer le respect des dispositions légales et réglementaires, des règles administratives, des usages applicables ainsi que des dispositions propres à l'entreprise tant en France qu'à l'étranger en vigueur en matière

<sup>4</sup> Ne concerne que les dépôts de plainte simple après information systématique de la Direction Juridique : les dépôts de plainte avec constitution de partie civile impliquent l'avis préalable et obligatoire de cette même Direction.



environnementale et du cadre de vie, notamment, sans que cette liste soit exhaustive, en matière de gestions des sites, des implantations de câbles et des antennes.

De même, il doit prendre les mesures appropriées afin d'assurer le respect des dispositions précitées notamment en matière de santé, de protection de l'air, de l'atmosphère et de l'eau, de protection de la faune et la flore, et notamment la réglementation sur les produits toxiques et ce au regard des évolutions éventuelles de la réglementation et des prescriptions des autorités administratives.

## 9. ORGANISATION

Le Déléataire a en charge :

- la définition de l'organisation générale de sa direction, après avis du Directeur Entreprises France ;
- la définition des principes d'organisation des entités composant sa direction ;
- la création, modification, suppression des unités opérationnelles ou pôles des entités rattachées à sa direction.

## II. RECOURS AUX SUBDELEGATIONS

Sauf avis contraire du Délégant, le Déléataire peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs préposé(s) placé(s) sous sa direction et pourvu(s) de la compétence, de l'autorité et des moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission, et ce, dans les conditions et modalités organisées par France Télécom dans le cadre de sa politique de délégation de pouvoirs.



Cette délégation et son annexe prenant effet au 1<sup>er</sup> octobre 2011, annulent et remplacent les délégations de pouvoirs précédemment consenties par le Délégant aux Déléataires. En cas de départ ou de changement de fonction d'un Déléataire, la délégation qui lui a été consentie prendra fin automatiquement.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> octobre 2011

Le Directeur Entreprises France



Marc BLANCHET

Délégations de pouvoir reçues par le directeur de l'Agence Entreprises Ouest Atlantique : M. Jérôme SANTROT au 1er octobre 2011		Précadrage des subdélégations donnée vers Codir de l'Unité XXXX		Directeur RH	Autres Directeurs de Département
Directeur					
Ressources Humaines : délégation de pouvoir pour les salariés de droit privé. Le délégataire doit s'assurer du respect des processus et de la gouvernance qui s'appliquent à la Direction Entreprises France.					
Entrées ou fins de fonction de A à F, sauf mentions contraires					
A	1	Contrat individuel ACO et ses avenants (A à F) : CDI, CDD et apprentis	DRH (tous niveaux sauf F)	oui (tous niveaux sauf F)	
	2	Embauche et promotion (y compris les modalités de sélection) (A à F)		oui (tous niveaux sauf F)	
	3	Mutation et affectation (A à F)		oui (tous niveaux sauf F)	
	4	Convention de détachement et mise à disposition (A à F)			
B	5	40 KE dans la limite de 9 mois de SGB PPA (Plan Personnalisé d'Accompagnement) - Convention d'essai/mage - Autres conventions	DRH pour avertissements et blâmes (*), autres N-1 du DAE : avissements	oui (tous niveaux sauf F)	oui (avertissements)
	6	Suspension de fonctions (A à F)			
	7	Toutes ruptures du contrat de travail (licenciements etc) (A à F)			
		Discipline (A à F)			
C	1	Discipline : toutes sanctions (A à F).	non déléguable pour sanctions supérieures	oui (avertissements et blâmes)	oui (avertissements)
	2	Régimes de travail : temps partiel, cessation progressive d'activité			
	3	Absences : congés de toute nature, accidents de service ou de travail			
	4	Continuité du service : désignation en cas de grève			
D	1	Appréciation (tous niveaux)	Rémunération, prestation et charge sociale tous niveaux sauf mention contraire		
	2	Rémunération de A à F (mise en œuvre de décisions individuelles)			
	3	Demands de paiements d'indemnités, frais professionnels et heures supplémentaires (concerne les demandes de paiement et pas la reconnaissance des heures effectuées)			
	4	Charges sociales : oppositions et retenues sur rémunérations (remboursements, prêts...)			
E	1	Rémunération de A à F (mise en œuvre de décisions individuelles)	DRH (tous niveaux sauf F)	oui (tous niveaux sauf F)	oui
	2	Demands de paiements d'indemnités, frais professionnels et heures supplémentaires (concerne les demandes de paiement et pas la reconnaissance des heures effectuées)			
	3	Prestations sociales et de sécurité sociale, aides et secours			
	4	Charges sociales : oppositions et retenues sur rémunérations (remboursements, prêts...)			

**ACCEPTATION DE LA DELEGATION DE POUVOIRS  
CONSENTIE PAR LE DIRECTEUR ENTREPRISES FRANCE**

**De : Monsieur Jérôme SANTROT**

Agissant en qualité de Directeur de l'Agence Entreprises Ouest Atlantique (ci-après « le Délégué »)

**A : Monsieur Marc BLANCHET**

Agissant en qualité de Directeur Entreprises France (ci-après « le Déléguant »)

➤ **MODALITES DE L'ACCEPTATION**

En sa qualité de Directeur de l'Agence Entreprises Ouest Atlantique, le Délégué accepte la délégation (annexe incluse) qui lui a été consentie par acte du Déléguant prenant effet au 1<sup>er</sup> octobre 2011 et déclare disposer des pouvoirs, de l'autonomie et des compétences nécessaires pour veiller au respect de la réglementation applicable dans les domaines qui lui ont été délégués aux termes dudit acte.

Le Délégué déclare connaître les dispositions légales et réglementaires, ainsi que les règles administratives ou les usages applicables tant en France qu'à l'étranger, en vigueur dans les domaines qui lui ont été délégués, ainsi que les sanctions pénales applicables en cas de non respect de ces règles.

Le Délégué déclare connaître les règles et procédures internes applicables au Groupe, telles que notamment la Charte de déontologie et les documents y afférents et s'engage à les respecter et à les porter à la connaissance du personnel placé sous sa responsabilité.

Cette délégation de pouvoirs emporte transfert de responsabilités et, en conséquence, la responsabilité pénale personnelle du Délégué se trouvera engagée en cas d'infractions aux prescriptions dont elle doit assurer le respect, que les infractions soient commises par elle-même ou par un membre du personnel placé sous sa responsabilité.

En outre, la responsabilité pénale éventuelle de France Télécom n'exclut pas la mise en œuvre de sa responsabilité personnelle.

Il lui appartient de prendre toutes les mesures en conséquence et de s'assurer qu'elles sont effectivement respectées.

➤ **RECOURS AUX SUBDELEGATIONS**

Par ailleurs, compte tenu de sa fonction, le Délégué prend note de la possibilité de sous-déléguer une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs préposé(s) placé(s) sous sa direction et pourvu(s) de la compétence, de l'autorité et des moyens nécessaires à l'accomplissement de cette mission, et ce, dans le respect des conditions et modalités organisées par France Télécom dans le cadre de sa politique de délégation de pouvoirs.

Fait à Paris, le 10/11/2011

*Signature du Délégué*

